

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 19 • 7 MAI 2021 • CHF 3.-

En Colombie, une violence d'Etat sanglante s'abat sur les manifestants page 6



Une révision du Code de procédure civile pourrait museler la presse page 3



IL FAUT LE DIRE...

Gauchebdo a et aura toujours besoin de vous!

Bien que votre journal ait pu reprendre une bouffée d'air après avoir renoncé temporairement et avec grande tristesse, à ses couleurs, sa situation demeure très fragile. C'est pourquoi nous nous tournons vers vous une nouvelle fois pour vous inviter à nous renouveler votre soutien.

Si dons et abonnements contribuent directement au fonctionnement de ce journal qui nous relie, et sont plus que jamais nécessaires, ils ne sont pas à la portée de toutes les bourses et nous le savons. C'est pourquoi nous tenions à vous faire part de quelques actions gratuites qui revêtent une grande importance de nos jours pour un petit média comme le nôtre.

Il y a d'abord classiquement la meilleure des publicités, le bouche-à-oreille. N'hésitez donc pas à faire connaître *Gauchebdo* autour d'un café, en cette période de retrouvailles sur les terrasses. Ensuite, il vous est possible de nous suivre sur les réseaux sociaux, (Twitter, Facebook et Instagram). Dans ces espaces de socialisation virtuelle un partage, un commentaire, un «tag», une «story», un pouce bleu ou un cœur, conduiront peut-être un.e de vos ami.e.s 2.0 à consulter notre site web. Une plateforme qui connaît une augmentation progressive du nombre d'abonnements à la journée qui, bien qu'encore insuffisante, est très précieuse.

Pour les plus créatifs.ves d'entre vous, il est tout à fait possible d'envisager vos propres campagnes de publicité. N'hésitez pas à vous prendre en photo en train de nous lire, à la cafétéria, au bistrot, à la plage, en montagne ou en plein milieu d'une manifestation! Vous pouvez aussi filmer vos luttes, cortèges et grève pour en rendre compte, nous les relayerons.

Enfin, nous proposons des espaces publicitaires à vos entreprises, associations, syndicats, partis, institutions et lieux culturels, et là encore vous pouvez nous aider à le faire savoir.

Ensemble, continuons de nous informer sur ce que les grands médias passent sous silence. Ensemble, portons plus loin la voix des hommes et des femmes qui résistent et proposent de changer la société.

Ainsi que l'a, presque, dit un grand monsieur qui aurait fêté son 203^e anniversaire mercredi dernier, lecteurs et lectrices de tout le pays, et d'ailleurs, unissons-nous!

Jorge Simao

Les face-à-face de l'hexagone

FRANCE • Les événements du 1^{er} mai dernier font état d'importantes divisions, y compris à gauche. Reportage sur le terrain.

A Lyon samedi matin, environ 5000 personnes se sont mobilisées pour battre le pavé à l'occasion du 1^{er} mai. Avant le départ, une manifestante nous fait part de son désespoir. «Cela fait depuis 2016 - contre la loi travail de l'ex-gouvernement socialiste - que l'on manifeste d'un point A vers un point B, puis on rentre chez nous et rien ne s'améliore», affirme-t-elle. Et regrette une certaine apathie du plus grand nombre. Alors qu'elle piétine depuis trois quarts d'heure, la foule s'interroge pour comprendre ce qui l'empêche d'avancer. A l'avant, on voit monter ce qui est tantôt décrit comme des fumigènes, tantôt comme des lacrymogènes. Autour de nous, si plusieurs blocs se dessinent, les slogans repris en chœur, unissent, rapelant qu'ici «nous sommes tous.toutes des antifascistes», «fières, féministes et en colère», «anticapitalistes» et appelant à la «solidarité avec les sans-papiers».

Capture d'écran du média QG sur les échauffourées lyonnaises en tête de manifestation du 1^{er} Mai.

Quartier Général

Tensions

Près de deux heures de marche plus tard, alors que le cortège arrive à destination aux abords de la Place Bellecour, des militant.e.s s'élancent en courant, des informations faisant état de «fachos» prêts à en découdre à l'avant. Arrivés sur place, nous n'en saurons pas davantage, une pluie de lacrymogènes et de grenades assourdissantes ayant mis un terme à la manifestation.

Repoussée par le gaz, une partie de la foule rebrousse chemin dans l'intention de quitter les lieux, un bataillon de policiers lui barre la route, semblant craindre d'avoir affaire à un départ en cortège «sauvage». Au premier rang de l'attroupelement formé, on assiste à un face-à-face tendu entre police et population. «C'est absurde! On veut juste rentrer chez nous. Pourquoi nous empêcher de passer alors que nous ne faisons rien de mal?», lance un citoyen au policier contre lequel il est collé par la force des choses. «Vous payez pour ceux qui ont foutu le bordel (sic)», lui rétorque l'agent. Sans que visible personne ne comprenne.

Tandis que nous sommes autorisés à circuler au compte-gouttes, un militant du PCF montre une vidéo sur smartphone. Elle révèle pourquoi le cortège a tant piétiné au départ et de quoi relèverait le «bordel» en question. On y voit des charges policières violentes sur le groupe de tête, qui remontent jusqu'au bloc de la Confédération générale du travail

(CGT) que son Service d'ordre protège (SO).

Affrontements

D'après la section CGT des livreurs.euses d'UberEats et Deliveroo de Lyon, des manifestants cagoulés en proue de la manifestation, n'indiquant aucune appartenance à une organisation, et munis de bâtons auraient interpellé des militants cégétistes. Ces derniers leur demandaient de ne pas jeter de projectiles à proximité du cortège ou sur la police. Ceci dans la mesure où le syndicat «n'aurait rien à gagner» à une charge policière et de la situation irrégulière de certains de ses camarades. «On n'en a rien à foutre de tes collègues sans-papiers!», auraient lancé les individus cagoulés avant d'en venir aux mains. Toutefois, d'autres témoignages évoquent une situation de grande violence policière face à laquelle les syndicalistes se seraient soudainement confrontés, laissant le champ libre, plus ou moins volontairement selon les récits, aux forces de l'ordre pour encercler la tête du cortège. Ce sentant trahis, certain.e.s membres des premières lignes se seraient alors retournés contre le syndicat et son SO, aux cris de «CGT collabos!», avant d'aller à l'affrontement.

C'est loin d'être la première fois que des tensions éclatent entre le SO cégétiste et des manifestant.e.s du bloc de tête. Le plus souvent elles naîtraient du fait que le SO ne laisse pas refluer ces dernier.ère.s à travers ses rangs à la suite de charges policières,

comme nous l'explique une manifestante. Ces tensions semblent également relever de divergences d'approche du concept de manifestation et de ses buts.

En fin de journée, on apprend sur les réseaux sociaux que des affrontements similaires se sont produits à Nantes et Paris. Dans la capitale, les choses se seraient déroulées de façon comparable à ce qu'il s'est passé à Lyon, avec un arrêt du bloc syndical laissant libre cours aux coups de matraque et aux arrestations. Sur des images du reporter du média *Quartier général*, Adrien AdcaZz, on découvre qu'au moment où le cortège approche de la Place de la Nation, la CGT s'arrête laissant la tête du mouvement seule alors que la police charge de toute part. «On est en train de supprimer tous vos acquis sociaux... venez vous battre!», hurle un manifestant au SO. Un peu plus tard, alors que militant.e.s autonomes et syndicaux s'investissent, la police en profite pour mener une interpellation.

L'action donne l'impression que le SO a fait preuve là encore de complicité. Et ce d'autant plus que celui-ci tient en mains matraques et bombes lacrymogènes grand format. Il n'en faudra pas plus pour que tout ce petit monde en vienne aux mains. Ceci après un échange de «Fachos!», «Non c'est vous les fachos!». Certain.e.s se mettront à hurler «A mort les syndicats!» (*Line Press*). Bilan des violences, la CGT déplore 21 blessés dont 4 graves. En face, aucun décompte ne permet d'évaluer les

conséquences de ces coups portés entre manifestant.e.s et SO.

Divergences

Pour le Secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, ces violences verbales et physiques, «ça ressemble beaucoup à l'extrême-droite» (*Public Sénat*). S'il est vrai que l'on voit parfois de petits groupes aux slogans douteux en tête de manifestation, une telle analyse fait fi d'une division bien de gauche. En effet, la méthode du défilé en rangs «entre A et B», comme mentionnée en début de journée, n'inspire plus d'espoir face à un pouvoir que rien ne semble faire reculer. Ce qui entraîne, année après année, un gonflement des blocs de têtes à la stratégie plus offensive, voire carrément violente envers une police qui mutile.

Cette divergence entre adeptes des «émeutes» et des défilés «folkloriques» n'augure rien de bon pour la gauche. Cela d'autant plus qu'à un an des élections présidentielles, ses partis s'écharpentent eux aussi. Le secrétaire national du PCF Fabien Roussel est allé jusqu'à prêter à la France Insoumise, une philosophie digne de «l'époque soviétique» dans sa volonté de faire de l'État un employeur en dernier ressort pour lutter contre le chômage (Marianne). Des lignes de fracture qui devraient continuer à nourrir le Rassemblement National, premier parti de France, l'abstention, et l'escalade de la violence. Pendant ce temps, l'extrême-droite appelle de façon à peine déguisée et répétée à la guerre civile... ■

Jorge Simao

Restructurations dans la livraison de repas

SUISSE • Le 26 avril, la RTS annonçait qu'AlloService, un sous-traitant de la plateforme de livraison de repas, Smood.ch, prévoyait de licencier 260 coursiers dans un secteur déjà précaire. Le début d'une plus longue série? Secrétaire syndical d'Unia, Umberto Bandiera fait le point.

Comment expliquer un licenciement aussi massif?

UMBERTO BANDIERA Pour bien comprendre la situation, il faut faire un historique et rappeler le cadre de la discussion, tout en rappelant que les plateformes de livraison de repas produisent de façon presque scientifique une précarité de l'emploi pour les personnes salariées. Face à cette situation, Genève a fait œuvre de pionnier et a mis des garde-fous. Après une première décision du Conseil d'État en 2019, la justice a reconnu en 2020 qu'UberEats devait considérer ses livreurs comme des personnes employées et leur proposer un contrat de travail. Dans la foulée, les autres sociétés de livraison de repas comme Smood ou Eat.ch ont dû s'adapter. Même si nous avons toutefois constaté que les contrats de travail ne respectaient toujours pas les minimas

conventionnels de l'hôtellerie-restauration ou de la location de services. Dans les autres cantons, la situation reste bien pire, les livreurs y étant toujours considérés par ces sociétés comme des personnes indépendantes.

Mais encore...

Outre ce premier changement, le principe d'un salaire minimum de 23 francs de l'heure dans le canton de Genève en 2020 a dû aussi être intégré dans les nouveaux contrats. Dans le cas de Smood, devenu un poids lourd du secteur après s'être allié à Migros, le licenciement de 260 collaborateurs – soit 180 à Genève et 80 dans le Canton de Vaud – a été mené par une société partenaire de cette entreprise, AlloService. La question qui se pose est de savoir si ce système de sous-traitance de l'engagement est conforme à la loi? Pour Unia, la situation est

clair. En 2019, il a été reconnu qu'un restaurant pouvait faire appel à une location de services de livraison, imposant à une plateforme d'engager des livreurs pour ce service. Dans le cas de Smood, il a choisi de sous-traiter le recrutement du personnel et cela ne correspond pas aux dispositions légales.

AlloService assuré qu'il avait intégré l'augmentation des salaires selon la nouvelle loi. Ce renchérissement salarial peut-il être la cause de ces licenciements?

Des vérifications sont en cours de notre part. Mais en principe AlloService comme toute autre entreprise doit respecter ses obligations, notamment par rapport au salaire minimum. Ceci alors que Smood paierait ses partenaires selon un forfait par livraison. Ce qui fait qu'AlloService a rapidement rencontré des difficultés finan-

cières selon l'une des responsables. Pour l'heure, le personnel est le seul à payer les pots cassés. Les 260 collaborateurs licenciés n'ont plus pu se connecter à leur compte Smood. Sans travail, ils n'ont plus de rémunération. L'entreprise Smood a annoncé réengager une cinquantaine de personnes à Lausanne. Mais à quelles conditions?

Que vont faire les syndicats?

Nous sommes en coordination avec les collègues du syndicat SIT pour faire respecter les droits des livreurs, à commencer par ouvrir une procédure de licenciement collectif et le droit à la consultation. AlloService s'est engagé à collaborer et à respecter le cadre légal en donnant aux collaborateurs un délai jusqu'au 14 mai. Tout dépend maintenant de la capacité de mobilisation des travailleurs dans les prochains jours, une fois la consulta-

tion terminée nous pouvons communiquer d'éventuelles propositions, autrement tous les licenciements seront confirmés. ■

Propos recueillis par Joël Depommier

Contacté, Smood nous a répondu par sa manager marketing Luise Kull: «Nous ne sommes pas impliqués, ni ne cautionnons, les activités et les décisions d'AlloService. Les décisions de licenciement et de recherche, ou non, des solutions pour le personnel appartiennent exclusivement à AlloService, de sorte que nous ne pouvons pas les commenter», précise-t-elle, en rappelant que Smood a rapidement réengagé 45 personnes licenciées par AlloService.

Face au béton et à l'asphalte, des projets de verdure

GENÈVE • L'association actif-traffic, soutenue par une vingtaine de regroupements dont le PdT, va lancer l'initiative Climat urbain pour favoriser mobilité douce et végétalisation.

«A cause de l'effet îlot de chaleur urbains, Genève sera l'une des villes du monde où le changement climatique se fera le plus ressentir. Selon le deuxième rapport d'évaluation du réseau de recherche sur le changement climatique urbain (Urban Climate Change Research Network), Genève se classe en deuxième position des villes qui subiront le pire réchauffement, avec des moyennes de températures pouvant monter jusqu'à +2.5°C dans les années 2030, +4.5°C en 2050 et +6.9°C dans les années 2080.» Pour pallier cette situation, le texte des initiateurs demande de consacrer 1% par an de la voie publique pendant 10 ans, en transformant des espaces aujourd'hui accessibles au trafic individuel motorisé (stationnement, voies de circulation. Ceci pour moitié en espaces verts et arborés et pour l'autre en voies pour les mobilités durables (piétonnisation, aménagements cyclables, sites

propres tpg, etc.). Cette initiative cantonale prévoit de s'appliquer sur le territoire des 13 communes-villes de plus de 10'000 habitant.es du canton: Genève, Vernier, Onex, Carouge, Meyrin, Lancy, Thônex, Chêne-Bougeries, Grand-Saconnex, Versoix, Bernex, Veyrier et Plan-les-Ouates.

Places de parking dans le viseur

De plus, pour sa mise en œuvre, l'initiative veut suspendre la très contraignante compensation obligatoire du stationnement. Qui conditionne les projets d'aménagements en surface à la création de parkings souterrains.

«Le phénomène des îlots de chaleur urbains est notamment causé par le fort taux d'imperméabilisation des sols en ville. L'asphalte, sombre, emmagasine la chaleur et la faible végétalisation limite fortement l'évapotranspiration. Les nombreux moteurs qui circulent dans les rues aggravent encore le pro-

blème. L'objectif est donc de rafraîchir la ville par le développement de l'arborisation, des espaces verts, engazonnés, des haies, des plantations de prairies, etc.», ont souligné les initiateurs la semaine dernière durant leur conférence de presse, prélude à une action symbolique et végétalisée de la compagnie de danse Neopost Footwa.

«L'espace public est aujourd'hui toujours consacré de manière disproportionnée à la voiture, alors même que ses nuisances posent de graves problèmes: pollution atmosphérique, nuisances sonores, accidents, stress, sédentarité, coûts importants pour la collectivité, etc. Il est temps que cela change de manière significative», a souligné Thibault Schneeberger, coordinateur d'actif-traffic.

A noter que d'autres villes suivent le même chemin. A Saint-Gall, deux initiatives dans le même sens, l'une pour transformer de l'espace routier en



espaces végétalisés, et l'autre pour transformer une partie de l'espace routier en trottoirs, pistes cyclables et voies en site propre pour les transports publics ont été déposées en novembre 2020. Une

campagne similaire est en cours à Bâle. Des initiatives sont aussi lancées dans les villes de Berne, Winterthour et Zürich. ■

Réd.

La gauche pas cliente d'ouverture et d'horaires allongés des magasins

GENÈVE • Le Grand Conseil adopte un assouplissement des horaires de magasins proposé par le gouvernement. Référendum en vue.

A l'issue d'un chaud débat avec des fronts bien identifiables, les députés genevois ont adopté en fin de semaine par 56 voix contre 41 un projet de loi visant à prolonger l'ouverture des magasins le samedi jusqu'à 19h et permettant l'ouverture des commerces trois dimanches par an. «L'augmentation d'une heure des horaires des magasins le samedi est réellement un coup dur pour le personnel. Tout le monde le sait, le samedi est une journée très chargée et très difficile pour le personnel de la vente. L'intensité du travail est grande et la prolongation d'une heure de la journée de travail est un véritable fardeau. Là encore, la conciliation vie privée et vie professionnelle est attaquée avec cette prolongation du samedi. Alors que 60% du personnel est représenté par des femmes,

qui ont à charge des doubles journées, cette modification légale fera à nouveau payer l'addition aux femmes!», a tonné Ensemble à Gauche (EàG). «En novembre 2016, la population était appelée à voter sur l'initiative «Touche pas à mes dimanches». Au final, c'est le contre-projet qui autorisait l'ouverture de 4 dimanches, en contrepartie de la mise en place d'une CCT étendue, qui avait été approuvée par le peuple. Mais deux ans après, pas de CCT et un projet de loi de la droite pour 4 dimanches sans CCT pour une durée expérimentale de deux ans que l'ancienne majorité du Conseil d'État (soit avant l'élection de la verte Fabienne Fischer) veut aujourd'hui pérenniser en pire», a rappelé Pierre Eckert, pour les Verts, groupe qui refusait le projet de loi.



A droite, autre feu d'artifice en faveur du texte. «Nous sommes dans une économie libre et les gens ont

envie de consommer. Si on ne fait rien, c'est la lente mort du commerce de détail à Genève. Vous voulez une

relance du chômage», a chargé Daniel Sormanni du MCG, en s'en prenant aussi à l'instauration d'un salaire minimum «le plus haut du monde» dans le Canton. «Le droit fédéral autorise l'ouverture de 4 dimanches par an maximum et nous utilisons cette possibilité surtout en fin d'année. Les petits commerçants ont aussi tiré un bilan favorable de cette expérience. C'est un projet pondéré», a tranché le Conseiller d'État, Maura Poggia, rappelant que le projet de loi mettrait un terme aux nocturnes du jeudi jusqu'à 21 heures. «Le référendum contre ce projet de loi est donc nécessaire et indispensable pour défendre les conditions de travail des vendeuses, mais aussi pour freiner les velléités de la droite», a tout de suite annoncé EàG. ■

JDr

Le quatrième pouvoir sous muselière?

PRESSE • Spécialisé dans les affaires de criminalité économique, le site d'info Gotham City met en garde contre une révision du Code de procédure civile (CPC), qui faciliterait les mesures provisionnelles de censure contre la presse.

Depuis 1993, le 3 mai est déclaré par l'UNESCO, journée mondiale de la liberté de la presse. Le thème de la journée de cette année était «L'information comme bien commun». Quelques jours avant cette date, la commission juridique du Conseil des États s'est particulièrement distinguée. Elle a décidé de considérer que des mesures provisionnelles, qui visent à faire interdire en urgence une publication contestée avant qu'une décision au fond soit rendue, pouvaient être justifiées non plus seulement pour des «atteintes particulièrement graves», mais aussi pour des «attaques graves».

Cette attaque vient après celle du Conseil fédéral, qui entend élargir les possibilités de recourir à ce type de mesures punitives. «Dans le régime actuel, le recours aux mesures provisionnelles est très encadré. La loi précise que, pour qu'elles soient accordées, l'atteinte doit être imminente et propre à causer un préjudice particulièrement grave. Dans son projet de révision, le Conseil fédéral ne propose pourtant pas de corriger cette situation. Au contraire, il envisage d'étendre la cible des mesures provisionnelles aux atteintes en cours et imminentes. En clair: le droit d'urgence des mesures provisionnelles pourrait désormais être utilisé pour obtenir le retrait immédiat de contenus déjà publiés, toujours sans concertation préalable avec l'éditeur», relève ainsi le site Gotham City. Un média en ligne spécialisé dans les affaires de criminalité en col blanc. L'agence



connaît particulièrement bien les difficultés juridiques de son créneau journalistique. En janvier, elle a finalement renoncé à révéler le nom anonymisé d'un condamné. Ceci du fait que le juge a estimé qu'il existait un risque que l'on puisse démasquer le coupable en lisant l'article incriminé, et en a interdit donc la diffusion, relate Swissinfo.

Secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) Suisse, Denis Masméjan estime que ces propositions sont «tout simplement inacceptables». «Elles menacent le régime particulier qui est nécessaire pour garantir la liberté de la presse. Le fait d'y renoncer ouvrirait un boulevard à tous ceux qui souhaitent empêcher de publier des informations

parfaitement licites. A la longue, ces procédures ont un effet dissuasif important sur les médias, tant sur le plan psychologique qu'économique», assure-t-il. Pour sa part, le conseiller aux États Carlo Sommaruga (PS/GE) a créé une minorité au sein de la Commission juridique pour tenter de s'opposer à la modification du texte sur les mesures provisionnelles. Interrogé par Gotham City, le député appelle à un débat sur cette question lors de la session du Parlement en juin prochain. «Il n'y a pas de raison de limiter la liberté de la presse dans notre pays» selon lui.

Contre les procédures-bâillons

En Europe aussi, les attaques contre la presse incitent le milieu journaliste à se mobiliser. En mars, une trentaine d'associations, parmi lesquelles RSF, Greenpeace, Transparency international, la Fédération européenne des journalistes, ont lancé une plateforme: Case - comme Coalition contre les procédures-bâillons en Europe. Elle se fixe pour mission de «dénoncer et combattre l'utilisation des poursuites judiciaires pour intimider et réduire au silence» les voix critiques. Au programme: médiatisation des procédures abusives et de leurs initiateurs, aide juridique aux personnes visées et lobbying auprès des décideurs politiques. Sur ce dernier point, Case veut porter un projet de directive européenne visant à protéger juridiquement les lanceurs d'alertes. ■

JDr

Dumping dans la livraison tous-ménages

SUISSE • Syndicom dénonce des bas salaires pratiqués par Epsilon, entreprise suisse appartenant à La Poste.

Créée en 1973, Epsilon est une entreprise suisse active dans le portage de journaux et la distribution d'imprimés publicitaires (distribution non adressée ou DNA). Elle est leader sur ce marché en Suisse romande dans les cantons de Vaud, Genève et Fribourg. Cette entreprise appartient à 100% à La Poste. Epsilon emploie 600 collaborateurs et collaboratrices en Suisse romande. Il y a deux ans, le syndicat Syndicom a constaté des manquements majeurs dans le respect des conditions de travail et de salaires: salaire aux volumes, heures de travail et indemnités non payées et travail au noir. La Poste s'est engagée alors dans un processus de réforme, auquel Syndicom a contribué, avec notamment l'introduction d'un salaire horaire. Aujourd'hui, Epsilon et la

Poste proposent un salaire horaire de 17.44 francs (brut) pour ses filiales vaudoises et bourgeoises, alors qu'il se monte à 23 francs de l'heure à Genève, suite à la votation sur le salaire minimum.

«Ce montant est choquant pour tout travail en Suisse et inadmissible pour une entreprise de la confédération. Ce nouveau salaire représente une perte d'un tiers à une moitié de revenu pour des travailleurs et travailleuses déjà parmi les plus précaires du marché du travail. L'entreprise prévoit également de supprimer l'assurance perte de gain maladie dont bénéficient les employé.e.s. Un très mauvais signal dans une situation de crise économique et sanitaire. Les conditions de travail telles que proposées actuellement par Epsilon SA et La Poste Suisse

ne permettent pas aujourd'hui de vivre dignement», estime Syndicom. Devant le refus de La Poste Suisse de revenir sur sa décision de baisse salariale, le syndicat a décidé de se retirer des négociations relatives à cette consultation. Dans les cantons concernés, des interpellations ont été déposées comme celle du socialiste Jean Tschopp au Grand Conseil vaudois le 20 avril. Celui-ci demande si le gouvernement prévoit d'approcher La Poste à ce sujet, s'il envisage de se coordonner avec les gouvernements genevois et fribourgeois pour demander à La Poste de garantir des conditions de travail correctes pour le personnel d'Epsilon ou enfin d'édicter un contrat type de travail (CTT) cantonal. Affaire pas encore pléée. ■

JDr

La mobilisation paie

GENÈVE • Les travailleurs-euses du parascolaire ont obtenu plusieurs succès avec l'aide des syndicats.

Lors de la première vague Covid, de nombreuses heures n'ont pas été rémunérées par la direction du GIAP (Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire). Le SIT, accompagné du SSP, a donc réclamé le paiement de ces heures.

Face au refus de la direction, les syndicats se sont adressés directement au comité du GIAP et ont obtenu gain de cause sur certains points: les heures de préparation aux inscriptions ainsi que les heures des remplacements planifiés pour la période du 20 avril au 8 mai 2020 seront rémunérées de manière rétroactive au personnel concerné. Toutefois, en violation du droit du travail, l'employeur persiste à refuser le paiement des remplacements non planifiés. Les syndicats ont donc envoyé un nouveau courrier pour obtenir le

salaire dû aux collaborateurs.trices au bénéfice de contrats de remplacements occasionnels déjà précaires.

Par ailleurs, les syndicats continuent de demander une indemnité de 9 francs par repas non consommés depuis novembre. Le GIAP économise plus d'un million de francs dans les assiettes des travailleurs.euses depuis novembre 2020 en ne payant plus les repas de midi aux restaurants scolaires!

Face à la mobilisation des collègues et aux pressions syndicales, la direction a décidé d'octroyer une deuxième prime Covid, fait rare dans le canton. Cette reconnaissance est la bienvenue pour compenser les risques pris en travaillant sur le terrain durant cette pandémie. ■

Alice Lefrançois

Paru dans Sit-info

Instantanés d'un 1^{er} mai à Genève pour des revendications sociales, féministes et climatiques



2000 personnes ont défilé à Genève pour le 1^{er} Mai, dont les Jeunes POP.



Certain.e.s en ont profité pour dire tout le mal qu'ils et elles pensaient de la Cité de la musique, en votation le 13 juin.

Eric Roset

Revenu de base universel, le retour

SUISSE • En juin 2016, l'initiative populaire instituant un revenu de base universel a été refusée. Aujourd'hui plus de 60% des personnes interrogées dans le cadre d'un sondage gfs souhaitent que la discussion se poursuive.



Le 4 octobre 2013 à Berne, des militants du revenu de base ont célébré le succès de leur initiative, qui a récolté plus de 125'000 signatures.

Stefan Bohrer

Après l'échec de l'initiative, une nouvelle initiative populaire pourrait être lancée, avec un projet comparable: l'instauration d'un revenu garanti à chaque résident, qu'il travaille ou non. Ce revenu serait financé par une taxe sur les transactions financières et les gains en capital. L'idée refait donc son chemin - à pas comptés, la crise sociale provoquée par les mesures de lutte contre la coronapandémie lui redonnant une actualité incontestable: en témoigne le projet du gouvernement espagnol d'instaurer les premiers éléments d'un revenu universel, en le réservant dans un premier temps aux personnes laissées sans ressources par la coronapandémie, et en le fixant aux alentours de 400 euros. En Finlande, un test auprès de 2000 personnes pendant deux ans a abouti au constat que les bénéficiaires du revenu minimum garanti avaient été plus nombreuses à retrouver du travail qu'un panel de chômeurs, qu'elles le conservaient et se disaient à la fois moins stressées et plus productives. Une expérience comparable devrait être tentée en Allemagne.

La nouvelle forme que pourrait prendre la protection sociale

Le revenu universel, au fond, c'est une vieille revendication socialiste (le premier programme du Parti socialiste suisse, en 1888, préconisait la libération des travailleurs du travail salarié) abandonnée par les socialistes dès le début de la construction de l'État social, et qu'il serait temps qu'ils reprennent, ou retrouvent quand d'autres qu'eux la proposent. Car le revenu universel, c'est la nouvelle forme que peut prendre la protection sociale inconditionnelle, universelle, rationnelle. Et déconnectée

du salariat. Et reconnectée au libre usage du temps. Et conforme au vieil objectif socialiste: «à chacun selon ses besoins»... Cette rupture, une partie de la gauche s'y refuse, alors même que les systèmes de protection hérités du long processus de socialisation du capitalisme montrent de plus en plus clairement leurs limites, leurs faiblesses - voire leurs nuisances: conditionnalité des aides, lien structurel avec le salariat traditionnel et incapacité de prendre en compte les nouvelles formes de salariat, ou de rémunération non salariale du travail, et plus encore du travail non rémunéré (qui constitue la plus grande part du travail effectivement fourni), contrôles tatillons, intrusifs et suspicieux sur les ayant droit potentiels, fragilité des systèmes de retraite par capitalisation individuelle, tout devrait concourir à une remise en cause des systèmes de protection sociale hérités du XX^e siècle. Mais cette remise en cause, que l'allocation universelle effectuée en découplant radicalement le revenu du travail (au sens restrictif d'une activité productrice de marchandise), la gauche peine à s'y résoudre (la droite s'y refusant, ce qu'on comprend aisément, à l'exception de quelques cercles avant-gardistes en son sein, puisque depuis Adam Smith, sinon depuis Calvin, le travail rémunéré est une valeur cardinale) - il est vrai que pour les marxistes, le travail est le moyen de l'émancipation du travailleur, et que pour les socialistes non-marxistes (y compris les libertaires), il est à la base de la construction, étape par étape, d'une société de travailleurs libres - une société où le travail resterait central, mais pas le travail rémunéré. Or, le revenu universel est précisément une rémunéra-

tion du travail au sens de toute activité non professionnelle: associative, culturelle, domestique, formatrice.

Des minima sociaux disparates

Et par ailleurs, une rémunération de l'existence sociale, remplaçant tous les minima sociaux disparates actuellement accordés, mais sans les réduire: le revenu de base doit permettre à lui seul de vivre dignement. Ainsi réduit-il la pauvreté, assure-t-il une meilleure rémunération des travaux les plus pénibles (en abolissant la contrainte de devoir s'y livrer pour assurer sa subsistance), abolit-il la stigmatisation de l'assisté (puisqu'à son aune, tout le monde est assisté), soutient-il les activités non marchandes (solidarité, création artistique).

Quant au procès qui lui est fait de favoriser le dumping salarial, il est absurde: dès lors qu'un revenu suffisant pour vivre est garanti à toutes et tous sans même qu'elles et ils aient besoin d'un travail rémunéré, tous les salaires inférieurs à ce revenu garanti devront être augmentés si les employeurs veulent encore trouver qui que ce soit pour travailler pour eux. André Gorz voyait d'ailleurs, à raison, dans le revenu universel la possibilité donnée au travailleur de refuser un travail sous-payé, trop pénible ou dégradant.

Le revenu minimum est donc, aussi, un instrument du droit au travail. Mais un droit au travail débarrassé de la mercantilisation du travail, puisque désormais indépendant du salariat, et d'un droit à un travail autonome, défini par celui qui le fait, non par celui qui le paie.

Quand on vous dit qu'elle est socialiste, cette idée de revenu minimum... ■

Pascal Holenweg

Paru sur www.causetousjours.blog.tdg.ch

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Un plan d'action national contre les violences domestiques

Enfin! se dit-on à l'énoncé de ce plan d'action. Il en aura fallu, du temps, avant que nos instances politiques prennent ce sujet au sérieux! La Suisse sera décidément toujours en retard sur les questions sociales: droit de vote des femmes, égalité, congé maternité, dépénalisation de l'avortement, congé parental, crèches, mariage pour tous.tes, statut des danseur.ses et comédien.ne.s, pour ne citer que celles-ci. Comme pour les fonds en déshérence, on a le sentiment que la Suisse se voit comme irréprochable. Tout va très bien, Madame la marquise, circulez, il n'y a rien à voir...

On commence par nier le problème, on cache la poussière sous le tapis, et tout reste «propre en ordre». Mais les statistiques rattrapent les plus aveugles et les plus sourd.e.s. Oui, en Suisse aussi, le sexisme existe, ainsi que l'inceste, le harcèlement, le viol, la violence conjugale... Au lieu d'écouter les victimes et d'empoigner le problème au début, de voir ce que font les autres pays, on pédale dans la semoule, en queue du peloton, et on croit inventer l'eau chaude en proposant quelques menues mesures. La Suisse est indécrottablement inefficace, que ce soit dans ses discussions avec l'UE, les excès du système bancaire, l'attitude officielle pendant la deuxième Guerre mondiale, le soutien aux familles, la protection des plus faibles...

Mais c'est indéniablement une bonne nouvelle qu'une conseillère fédérale, de surcroît PLR, se préoccupe des femmes qui subissent la violence de la part de leur conjoint. C'est aussi une bonne nouvelle qu'elle collabore avec les représentant.e.s des cantons pour mettre au point un plan d'action national. Cela permettra peut-être d'avancer sur ce dossier brûlant. Rappelons ces chiffres honteux: selon le Bureau fédéral de l'égalité, en Suisse, une personne meurt toutes les 2 semaines des conséquences de la violence domestique, 25 par an en moyenne, dont 4 enfants (entre 2009 et 2019). Durant la même période, 16 hommes ont été tués par leur conjointe, soit 8,5 fois moins. En outre, on enregistre une tentative d'homicide chaque semaine (50 personnes annuellement en moyenne). En 2020, quelque 20'000 infractions relevant des violences domestiques ont été enregistrées, et 28 personnes ont perdu la vie. Les chiffres ne montrent cependant que la partie immergée du problème. 80% des incidents ne sont pas déclarés. En Suisse, une femme maltraitée sur quatre est refusée dans les foyers, par manque de place, selon une étude. La moitié des personnes cherchant de l'aide doivent être redirigées vers d'autres structures. Une situation due à plusieurs facteurs, notamment aux difficultés financières des victimes, qui peinent à trouver un logement propre.

«L'union fait la force.» C'est le leitmotiv qui guide la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter (KKS), cheffe du Département fédéral de justice et police, en matière de lutte contre les violences domestiques. Vendredi 30 avril, les acteurs.trices concerné.e.s de la Confédération, des cantons et de la société civile se sont réuni.e.s, à son initiative, pour présenter une feuille de route qui vise un objectif: mieux protéger les victimes de violences au sein du foyer, femmes, hommes ou enfants. Très engagée sur le sujet des violences domestiques depuis son mandat de conseillère d'État à Saint-Gall en 2003, KKS réaffirme aujourd'hui sa volonté de développer une politique coordonnée à l'échelle nationale. Elle envisage l'instauration d'une ligne téléphonique unique disponible 24h sur 24h. «Aujourd'hui, chaque canton dispose d'un numéro d'urgence, pas toujours accessible», déplore la ministre, soulignant néanmoins que la police reste disponible en tout temps. L'introduction du bracelet électronique à l'échelle nationale est prévue pour 2023.

«L'utilisation des nouvelles technologies à elle seule ne permettra toutefois pas de résoudre le problème de la violence domestique», a relevé Fredy Fässler, le président de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police. «Il faut une approche interdisciplinaire et coordonnée au niveau national», a abondé Sylvie Durrer, directrice du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

La Suisse pourrait s'inspirer de l'Espagne, en pointe en matière de lutte contre les «violences machistes». Qu'il s'agisse de «téléphones rouges», de tribunaux dédiés aux affaires de violences conjugales, où les juges ont 72 heures pour instruire chaque dossier, une série d'aides gratuites leur apportant un soutien juridique, économique et psychologique, une formation obligatoire pour les personnels en contact avec les femmes victimes de violences personnelles (magistrats, médecins, forces de l'ordre).

Les journaux dominicaux ont analysé en détail les 15 féminicides qui ont eu lieu en 2018. Il en ressort que la séparation conjugale est le moment le plus dangereux pour le couple, les hommes passant à l'acte quand ils ont l'impression que tout est perdu, que leur compagne va retrouver sa liberté. La lecture de ces 15 cas indique également que certains hommes ne se contentent pas de tuer, ils s'acharnent sur leur victime. Quant au profil des meurtriers, «les chiffres montrent que 98% des féminicides conjugaux sont commis par des auteurs d'emprise (majoritairement des pervers)», indique la psychiatre Alessandra Duc Marwood. Ils sont l'aboutissement d'une série de signes qui annoncent le drame. Pour éviter ces féminicides, la psychiatre plaide pour une tolérance zéro au niveau pénal pour leurs auteurs. «La punition est souvent la seule chose qu'ils comprennent». Ce principe est appliqué dans la loi sur la circulation routière. Pourquoi pas dans le domaine de la violence domestique? Il faut une «Via sicura de la violence conjugale».

Surtout, il faut éduquer à la notion de genre depuis l'enfance, réviser les relations de nos sociétés à la virilité et à la violence, afin de transformer les rapports de genre et d'œuvrer au respect des un.e.s et des autres. L'ensemble de la société doit tenir le même discours, agir dans le même sens.

Les violences faites aux femmes sont un sujet récurrent des féministes lors des cortèges du 1^{er} Mai et de la Marche mondiale des femmes. Même si les autorités commencent à bouger, le chemin est encore long...

Huguette Junod

GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP: 12-9325-6

Vers une nouvelle guerre froide Chine-USA?

RELATIONS INTERNATIONALES

Vijay Prashad, directeur de l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale, est journaliste depuis 30 ans. Il revient sur les questions géopolitiques, de conflits internationaux et de la lutte de classes menée par les agriculteurs indiens.

Nous sommes en 2021, et après un siècle de domination des États-Unis, les choses semblent changer. Les principaux acteurs du champ politique luttent pour le pouvoir. Et cela entraîne des tensions et des complications. L'expert Vijay Prashad nous aide à comprendre cette période trouble.

A quand remonte ce conflit?

VIJAY PRASHAD C'est une longue histoire, mais elle est intéressante. Il faut remonter aux années 90. L'Union soviétique s'est effondrée et les États-Unis croient que la planète leur appartient. Ils façonnent à la hâte une politique commerciale et de développement à l'avantage des multinationales, principalement celles dont le siège se trouve aux États-Unis, en Europe, au Canada ou au Japon. Ils changent la politique de la finance mondiale au profit des entreprises.

Quel genre de changements?

On peut citer les droits de propriété intellectuelle. Prenez les produits pharmaceutiques. Avant, si une entreprise faisait breveter un médicament, elle faisait breveter le processus de fabrication, mais pas le médicament. Or les nouvelles règles instaurées stipulent que le produit aussi peut être breveté, et donc les entreprises pharmaceutiques bénéficient d'un monopole complet.

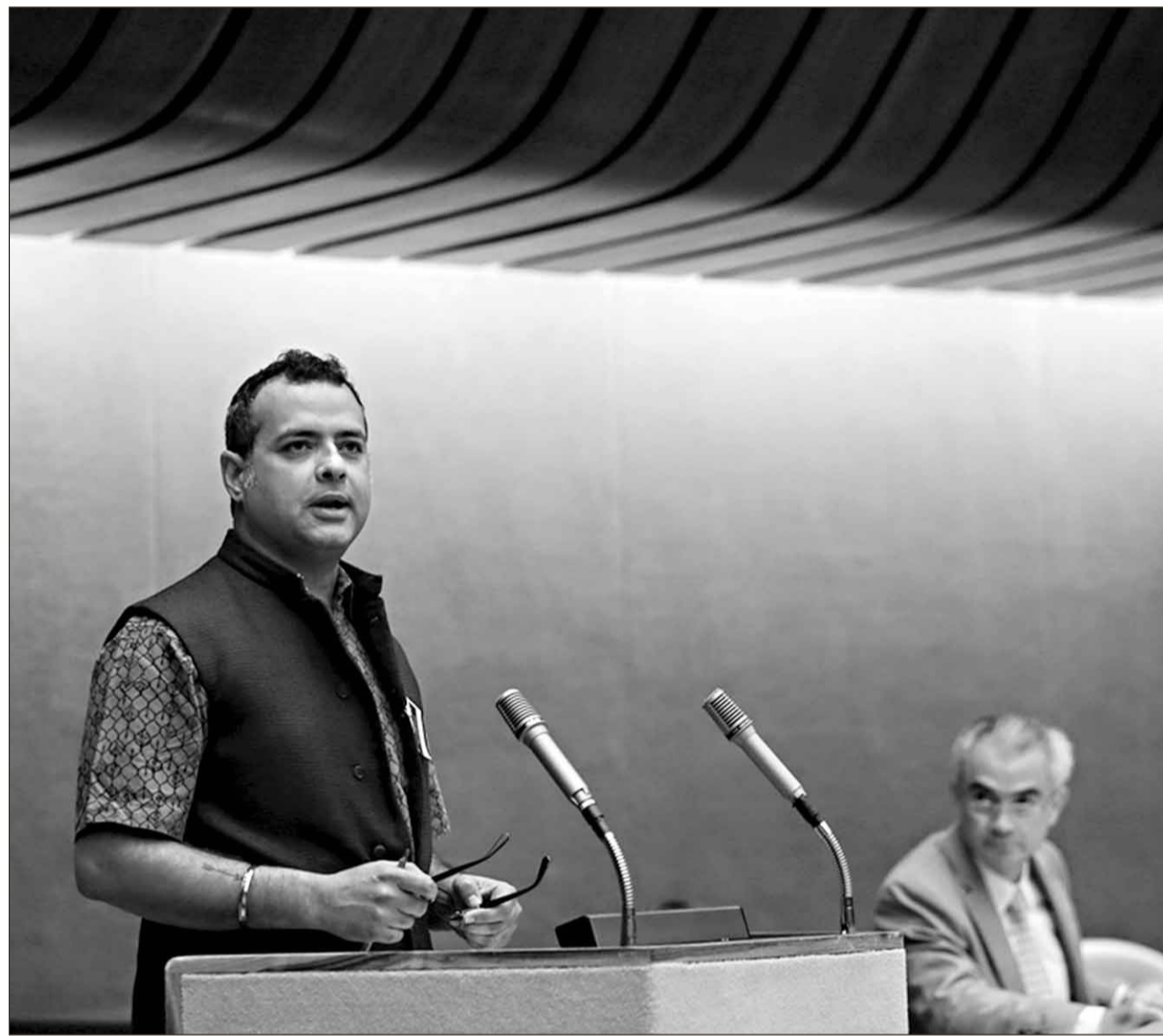
Ce droit de propriété est inclus dans les accords commerciaux. Parce que la fabrication d'un produit n'est désormais plus protégée dans son propre pays, la production peut être délocalisée dans un autre, où elle coûtera moins cher. Mais ce n'est pas tout. Ils ont morcelé le processus de fabrication. Une voiture n'est plus construite dans une usine. Les pièces sont fabriquées dans 10 usines, dans 10 pays différents.

Pourquoi est-ce problématique?

Parce que cela rend le syndicalisme très difficile. Si une petite usine a des problèmes avec sa main-d'œuvre, elle peut aisément fermer, alors qu'il est plus difficile de fermer une grande usine qui a bénéficié de gros investissements. C'est un énorme avantage que le capital détient sur les travailleurs. La mondialisation a érodé le pouvoir de la classe travailleuse et démolit la capacité des États à se gouverner eux-mêmes. Parce que si votre pays ne produit que des enjoliveurs, même si vous nationalisez l'usine d'enjoliveurs, vous n'avez toujours aucun pouvoir sur la chaîne de production automobile mondiale.

Et de quelle manière cela a-t-il influencé les acteurs géopolitiques?

Beaucoup d'usines ont été délocalisées en Chine, Malaisie, au Vietnam et bien d'autres pays. La Chine a, de manière très intelligente, conclu des accords individuels avec les entreprises, en disant: «Vous pouvez venir ici et utiliser nos travailleurs hautement qualifiés, mais vous devez nous partager vos connaissances scientifiques et technologies.» C'est de cette manière que les Chinois sont devenus une puissance scientifique. Aujourd'hui, il y a plus de brevets élaborés et déposés par les Chinois que les Améri-



«Nous devons redonner sa force à la classe travailleuse pour changer le monde», estime Vijay Prashad.

UNCTAD

cains. Il y a plus d'articles de revues scientifiques publiés par des chercheurs chinois que des chercheurs américains.

Comment la Chine a-t-elle eu une main-d'œuvre aussi qualifiée?

Sur une période de 50 ans, la Chine a éradiqué la pauvreté, l'analphabétisme, etc. Il y a donc une main-d'œuvre bien nourrie, éduquée et en bonne santé. Et c'est exactement ce dont les entreprises étrangères avaient besoin. Mais en retour, elles devaient montrer aux Chinois ce qu'elles faisaient. Et maintenant, tout à coup, au cours des dix dernières années, les entreprises chinoises dans le domaine de la robotique, des technologies vertes, des télécommunications, de l'économie numérique et bien d'autres, ont une génération d'avance sur les entreprises américaines et européennes.

Et la réaction américaine?

Ce n'est probablement pas quelque chose que les États-Unis apprécient beaucoup... C'est le cœur du problème. Les États-Unis savent qu'ils n'ont aucune chance dans une situation de libre marché. Ils ne peuvent pas concurrencer directement les entreprises chinoises. Huawei et ZTE vont casser les prix et produire de meilleurs équipements 5G que n'importe quelle entreprise américaine ou nord-européenne. Alors, que peuvent-ils faire en attendant? Ils viennent pointer du doigt le respect de la vie privée, les menaces de sécurité, la situation des Ouïghours au Xinjiang et le droit du travail.

Sur la crise commerciale...

Ce conflit au sujet de la démocratie et de la vie privée n'est là que pour mas-

quer la grande crise commerciale existentielle que traversent les États-Unis. Cet État, comme nous l'a montré Edward Snowden, collabore directement avec des entreprises technologiques américaines comme Google et d'autres, viennent nous parler de vie privée! Alors qu'ils ont déjà violé les protocoles de base du respect de la vie privée. Les gens ne doivent pas se laisser bernier, c'est un problème commercial déguisé en problème de sécurité. Trump était obsédé par «la guerre contre la Chine». Biden est-il différent?... En termes de politique étrangère, rien n'a changé.

C'est-à-dire...

Biden a renforcé l'agressivité envers la Chine. La première réunion de son équipe a eu lieu avec les Japonais, et ils ont tenu des propos très belliqueux concernant la Chine à Tokyo. Puis, lors d'une réunion en Alaska, ils ont attaqué les hauts fonctionnaires chinois en public! Ce n'est pas comme ça que la diplomatie fonctionne. La première rencontre de Biden qui a été médiatisée a eu lieu avec le «Quad», c'est-à-dire l'Inde, l'Australie, le Japon et les États-Unis. Leur but est d'encercler la Chine. Ils ont un comportement guerrier et le monde n'a pas besoin de ça.

Vous avez dit que les États-Unis menaient une guerre hybride contre la Chine. Vos explications...

Une guerre hybride est une guerre qui n'a pas besoin de l'utilisation de tout l'arsenal militaire pour se déclencher. Il s'agit d'une guerre menée via le contrôle de l'information, en contrôlant les flux financiers et par des moyens illicites comme le sabotage. Même dans l'Antiquité, il y avait déjà des guerres hybrides. Mais aujourd'hui,

la technologie s'est améliorée, il existe donc beaucoup plus de moyens de mener une guerre de l'information, une guerre économique, une guerre diplomatique. Lorsque les coups de feu commencent, ce n'est que la fin d'un long processus au cours duquel le pays a été isolé, diabolisé, pointé du doigt sur certaines questions, désigné comme l'adversaire à abattre.

C'est toutefois la Chine qui est en train de prendre le contrôle d'entreprises partout dans le monde?

Lorsque des entreprises chinoises achètent des entreprises européennes, les Européens sont horrifiés. Mais c'est l'essence même du capitalisme. De quel droit seuls des Européens pourraient-ils posséder des entreprises européennes? Cela vient surtout d'un manque de compréhension de la Chine. Il y a une sorte d'arrogance européenne. Mais aussi une longue histoire d'antipathie raciste envers le pays. Et derrière ça, il y a l'idée d'un «péril jaune» (idée que les peuples asiatiques deviendraient les maîtres du monde, ndr).

Tout n'est pourtant pas rose en Chine?

Lorsque la révolution chinoise a eu lieu en 1949, la Chine était un pays immensément pauvre. Après 1949, en tentant de construire une nouvelle société, ils ont commis de graves erreurs. Mais les défis auxquels les communistes devaient faire face étaient énormes. Ils devaient venir à bout de la pauvreté. Faire disparaître l'analphabétisme. Éradiquer les maladies. En finir avec la coutume des pieds bandés des filles. Émanciper les femmes. Et construire des forces de production, car pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes les usines avaient été bombardées. Ils voulaient

mettre fin aux humiliations des guerres de l'opium, du vol de Hong Kong par les Britanniques et des politiques qui leur ont été imposées. Ils voulaient mettre fin à la fragmentation interne du pays, qui avait été créée sous l'emprise des seigneurs de guerre féodaux.

Que pouvons-nous faire contre la guerre froide qui s'annonce?

Nous devons nous lever et défendre la Charte des Nations unies. Cette Charte est le traité fondateur de l'ONU. Elle vise à promouvoir le multilatéralisme et la diplomatie plutôt que le recours à la force lorsqu'on estime qu'un État membre ne respecte pas les règles des Nations unies. Est-ce qu'on en est arrivés au point où ça fait controverse de dire qu'il est important de défendre la Charte des Nations unies?

Que pouvons-nous faire d'autre?

Nous devons redonner sa force à la classe travailleuse. Nous devons nous organiser pour gagner la confiance dans notre propre capacité à changer le monde. En ce sens, l'une des luttes les plus cruciales qui se déroulent aujourd'hui dans le monde est la révolte des agriculteurs indiens. Elle a commencé le 26 novembre et continue à ce jour.

Qu'y a-t-il de si important dans cette révolte?

Il ne s'agit pas d'agriculteurs d'une société agricole particulière. Ce sont tous les agriculteurs qui sont en grève générale contre les politiques agricoles. Et il ne s'agit pas seulement d'agriculteurs, mais de communautés, de familles et de quartiers entiers. C'est un soulèvement général, total, avec des personnes qui ne travaillent pas dans l'agriculture, des enseignants, des étudiants. Avoir toute une collectivité qui se révolte, c'est une tradition importante. Le capitalisme a réduit le syndicalisme aux négociations sur le lieu de travail. Mais c'est bien plus que ça. Il s'agit de construire une culture des travailleurs, une conscience puissante de sa capacité à créer un monde nouveau.

Vous êtes impliqué dans la plateforme «No Cold War» («Pas de guerre froide»). Est-ce une autre façon de réagir, d'agir?

«No Cold War on China» est une plateforme de discussion visant à relancer et à développer le mouvement pour la paix. Car il ne s'agit pas seulement de la Chine. Nous devons tous faire campagne contre le militarisme. Les États-Unis et l'Europe sont les principaux marchands d'armes dans le monde. Même pendant la pandémie, les dépenses militaires ont augmenté. Pourquoi? À quelle guerre se préparent-ils? Nous sommes au milieu d'une crise sanitaire planétaire, mais l'OTAN se réunit et discute de sa stratégie «OTAN 2030, unis pour une nouvelle ère». Ils n'abordent pas la dévastation causée par la pandémie. Non, ils parlent de contrôler l'Asie, la Chine, le Moyen-Orient. Nous devrions vraiment nous inquiéter de l'expansion de l'OTAN en Asie. ■

Entretien réalisé par

Bert De Belder, Tony Busselen et Eefje Goossen

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction.

L'étiquette «rouge» aux Philippines

SYNDICALISME • Michala Lafferty, d'UNI Global Union (Nyon), dirige une équipe luttant pour la syndicalisation du secteur des centres d'appels employant plus d'un million de personnes dans un pays accusé de graves atteintes aux droits humains, notamment par Amnesty International. La syndicaliste revient sur les expériences de son équipe.

Aux Philippines, «l'étiquette rouge» coûte cher. Elle vous est donnée par un État meurtrier malveillant sans visage, vous signalant comme cible. Elle est aussi un processus méprisable. Il consiste à mettre sur une liste noire des personnes étiquetées comme communistes ou terroristes, voire les deux, des organisations jugées critiques ou ne soutenant pas pleinement le gouvernement de Rodrigo Duterte. L'Église catholique, les défenseurs et organisations des droits de l'homme, les universitaires, les législateurs, les organisations caritatives, les groupes féministes, les groupes de défense des droits ethniques ou les membres du réseau d'employés de l'industrie des centres d'appels (BIEN) sont persécutés. Quelque 328 personnes étiquetées rouge ont été assassinées, dont Jora Porquia, le président de BIEN. Plus de 2600 ont été arrêtées illégalement, de même que 1000 citoyens.

Société civile persécutée

Il en va ainsi de Jasmine*. Mère de 6 enfants, diplômée en communication et enseignante qualifiée dans le secondaire, elle est aussi membre du conseil exécutif de BIEN. En octobre 2019, Jasmine travaillait dans le bureau de l'organisation de femmes. Elle y effectue normalement du travail para-juridique pour les travailleurs du centre d'appels lorsque l'armée fait une descente dans les locaux, puis la police. Au cours de la fouille illégale, cette dernière trouve

deux armes manifestement déposées lors du récent raid militaire.

Arrêtée et placée en détention, arrachée à ses enfants qui assistaient impuissants à l'enlèvement de leur mère, elle sera détenue pendant 12 jours et fait toujours face à des accusations de possession illégale d'armes à feu. Par deux fois cette année, Jasmine a déjà été étiquetée rouge, accusée alors d'être une «haute responsable de la milice communiste armée». Sa vie se passe sous la menace avec des déménagements incessants. Il n'y a aucun endroit sûr pour elle et doit constamment être vigilante. La menace qui pèse sur Jasmine est aujourd'hui encore plus réelle depuis que la loi antiterroriste est entrée en vigueur (en 2020, ndlr).

Droits humains bafoués

Engagé auprès de BIEN depuis 2011 et dans l'activisme et le leadership lorsqu'il était étudiant à l'université, Jacob* a 32 ans. Sous surveillance, il souffre lui aussi de graves crises d'anxiété et de panique. Il en va de même avec Reggie*, autre membre de BIEN. L'année dernière, l'association a organisé une action de protestation pour réclamer le versement intégral du 13^e mois aux employés des centres d'appels externalisés (communément appelés BPO pour business process outsourcing, ndlr). Peu de temps après, l'ensemble de l'exécutif de BIEN a été tagué en rouge sur les médias sociaux, comme lorsque l'organisation a publié une déclaration



Une banderole de protestation contre la fermeture des écoles indigènes Lumad en décembre 2020.

Ryomaandres

critiquant la réponse inadéquate de Duterte à la pandémie de Covid.

Surveillé, Reggie a peur et s'inquiète pour sa sécurité car, bien qu'il vive dans un quartier résidentiel tranquille, la police installe fréquemment un poste de contrôle devant son appartement au milieu de la nuit, même si le trafic est faible ou nul. Pour sa part, Safra* travaille pour un centre d'appels en tant qu'agente depuis 2006. En raison de son implication dans le syndicat et de son rôle de leader, elle a été étiquetée rouge

par une ONG appelée CCAD (Call Centre Agents for Democracy) et par d'autres groupes pro-Duterte.

Secrétaire générale d'UNI, Christy Hoffman, a récemment exprimé sa solidarité aux responsables du Réseau BIEN aux Philippines, qui vivent et travaillent sous la menace d'être exécutés après avoir été étiquetés rouge. «Les nouvelles qui nous ont été rapportées par nos collègues des Philippines sont choquantes et doivent être condamnées au niveau national et international. Il est temps pour les

employeurs et leurs groupes représentatifs de répondre à cet appel à s'unir contre le ciblage pernicieux des militants pour la justice sociale et de mettre fin aux meurtres. Le mouvement syndical mondial doit dénoncer les responsables, y compris le gouvernement Duterte qui encourage et récompense ces meurtres sans impunité et au mépris des droits de l'homme», assure-t-elle. ■

Michala Lafferty

Adapté par la rédaction
* noms modifiés

La Colombie redescend dans la rue contre Duque

COLOMBIE • Des dizaines de milliers de personnes descendent dans la rue pour renverser la réforme fiscale. Cette dernière vise à contourner la faillite du pays avec plus d'impôts sur les classes moyennes et inférieures. Répression sanglante de l'État.

La crise sanitaire provoquée par le coronavirus a été une parenthèse dans la vague de mobilisations qui a secoué la Colombie fin 2019. Un an plus tard, avec 20% de chômage, un taux de pauvreté élevé, une baisse de 6,8% du PIB, la survie du para-militarisme et l'avancée des multinationales sur les territoires, les manifestations contre le gouvernement d'ultra-droite d'Iván Duque sont de retour. Ce 28 avril, des dizaines de milliers de travailleurs, d'étudiants, de paysans, d'indigènes, d'Afro-Colombiens sont descendus dans la rue pour une nouvelle «grève nationale» contre la politique économique du gouvernement et sa gestion de la pandémie.

L'élément déclencheur est une réforme fiscale avec laquelle le gouvernement entend affronter la crise. Quelques jours avant le lancement de la proposition, le ministre des finances, Alberto Carrasquilla, a déclaré que «la Colombie avait suffisamment de liquidités pour six ou sept semaines», une situation compromise par un important déficit commercial qui, selon sa version, nécessite un nouvel endettement et une augmentation de la collecte des impôts pour faire face aux dépenses courantes de l'État, mais surtout, pour payer les intérêts de la dette extérieure.

«Pire crise économique de l'histoire» de la Colombie

Du parti d'opposition Polo Democrático, le sénateur Wilson Arias ne nie pas la gravité de la situation et parle de la «pire crise économique de l'histoire» de la Colombie. Ce qui est inacceptable pour ce parti politique, pour les larges secteurs syndicaux organisés dans le Comité national de grève et pour le réseau d'organisations sociales, indigènes et paysannes, c'est que



La manifestation contre le nouveau projet de loi a été massivement suivie à Medellín.

Humano Salvaje

la majeure partie de l'effort économique pour «remplir les coffres» proviendra des classes moyennes et inférieures.

L'augmentation de la TVA sur les produits du panier familial, les carburants, les intrants agricoles et les services publics, l'augmentation des taxes sur les salaires entre 470 et 690 dollars, ou encore l'augmentation des retenues à la source sur les pensions moyennes, ont été les points les plus contestés de toutes parts, y compris par certains secteurs du parti au pouvoir, le Centre démocratique. Face à la mobilisation massive, le gouvernement a finalement retiré sa réforme.

Mais la réforme fiscale n'est pas la seule question qui a fait descendre des milliers de Colombiens dans la rue, de même que le 29 avril, avant une nouvelle grève nationale prévue pour le 19 mai. La persécution et les assassinats de leaders sociaux – 52 ont été exécutés depuis le début de l'année – et une gestion de la pandémie qui garantit le droit à la santé et à une vie digne pour les secteurs les plus vulnérables, ont été d'autres thèmes à l'origine des mobilisations. Il en va de même pour la pénétration des grandes entreprises dans les territoires indigènes et afro-descendants, notamment les projets de relance des zones de développement commercial, une manière de don-

ner plus de pouvoir aux multinationales, aux entreprises minières et agro-industrielles, selon les organisations indigènes et paysannes.

Gouvernement pire que le virus

Dans un communiqué, le Comité national de grève, l'un des principaux acteurs des protestations, a dénombré jusqu'à 500 municipalités mobilisées le 28 avril et se félicite de la reprise du chemin initié le 21 novembre 2019, avec les grandes manifestations contre le gouvernement Duque.

La grève nationale a commencé aux premières heures du matin, avec des barrages routiers et des blocages de raffineries et d'autoroutes à Bogota et à Cali, où des membres du peuple indigène Misak ont renversé la statue du conquistador espagnol Sebastián de Belalcázar. Dans la région du Cauca, l'une des plus durement touchées par le para-militarisme, la militarisation et l'assassinat de dirigeants sociaux, des communautés paysannes ont pris possession de la route panaméricaine. Les actions ont touché tous les coins de la Colombie, bien que les manifestations les plus massives aient eu lieu à Bogota, Cali et Medellín. Selon le journal *El Tiempo*, deux personnes sont mortes – dont un étudiant – dans des affrontements avec la police à Cali et Neiva et 26 personnes ont été arrêtées. Depuis 17 autres personnes ont été tuées et 800 blessées, (ndlr). «Si le peuple défile pendant la pandémie, c'est parce que le gouvernement est plus dangereux que le virus», a été l'une des phrases de la journée. ■

Rédaction El Salto, publié en CC

Une manifestation pour dénoncer la violence d'État en Colombie est prévue le samedi 8 mai, à 14 heures, à la Place des Nations, Genève

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

«Aristocratie du cœur» et socialisme

Suite à ma dernière chronique consacrée au moraliste Vauvenargues, un ami me disait son étonnement de me voir évoquer l'«aristocratie du cœur» dans un journal de gauche radicale. Il m'apparaît pourtant clairement que l'«aristocratie du cœur» est une expression qui de nos jours convient à la gauche radicale plus qu'à tout autre mouvement; ces mots m'ont aussi paru adéquats pour caractériser certains objectifs du socialisme. Je vais tenter de clarifier ces affirmations.

D'abord, par «aristocratie du cœur», il faut entendre un certain nombre de qualités morales, fondées sur des sentiments positifs, attention aux autres, solidarité, désintéressement, dévouement, courage, espoir. Ce n'est pas que ces qualités soient dans la pratique le monopole de certain.e.s militant.e.s de gauche, tout être humain pouvant personnellement les cultiver. Mais il faut reconnaître que s'il s'agit de les mettre en avant, de les proclamer et d'agir pour qu'elles se répandent dans la société, la gauche radicale est aux premières loges. Ni les promoteurs du capitalisme, ni ceux de la gauche modérée qui le critiquent sans remettre en cause ses motivations profondes ne bâtissent sur ces qualités, et quand bien même ils en seraient animés, ils ne leur donneraient pas les chances de se manifester vraiment. Si le terme d'«aristocratie» est adapté ici, c'est que les qualités morales fondées sur les sentiments positifs ne peuvent être démocratiques au sens où le droit de vote, le revenu ou l'accès aux soins et à l'école peuvent être démocratiques: ces qualités se trouvent à l'intérieur de nous et ne seront jamais également distribuées, même s'il est possible d'en étendre l'usage, ce qui est l'un des objectifs du socialisme, peut-être le plus important.

Concernant ces questions, deux positions divergentes semblent au premier regard exister dans le socialisme. Concernant le marxisme, on peut penser qu'il relativise la morale et les sentiments élevés. Un fameux passage du *Manifeste du Parti communiste* va dans ce sens: «(la bourgeoisie) a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité à quatre sous dans les eaux glacées du calcul égoïste... Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui est sacré est profané, et les hommes sont enfin forcés de jeter un regard lucide sur leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques». Quand on lit *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, on s'aperçoit pourtant qu'Engels est mû par une indignation toute morale lorsqu'il prend connaissance de la misère des travailleurs britanniques qu'il loue d'«admire(r) tout ce qui est grand et bon». Dans cet extrait de Lénine, on constate aussi l'appel fait aux valeurs morales altruistes: «Comment cela se passait-il dans l'ancienne société capitaliste? Chacun travaillait pour soi et personne ne regardait s'il y avait des vieux et des malades, si tout le travail du ménage retombait sur les épaules de la femme... nous changerons tout cela, nous organiserons des détachements de jeunes gens qui aideront à assurer la propreté et la distribution de nourriture, en visitant systématiquement les maisons, qui agiront avec ensemble pour le bien de la société». En fait, Marx ne prétend pas qu'il faut tirer un trait sur la morale et les sentiments. Il constate seulement la situation de démoralisation dans laquelle le capitalisme a conduit la société. Il établit une filiation entre les conditions sociales et la morale régnante et se réjouit de la disparition de l'ancienne morale qui justifiait l'exploitation. Une nouvelle société post-révolutionnaire est censée d'après lui générer une nouvelle morale respectueuse de l'humanité. Deux conclusions peuvent être notées: d'abord Marx et ses héritiers ne rejettent pas la morale, mais il est aussi vrai que c'est sur de nouvelles bases et non sur les anciennes, que la morale socialiste doit se construire.

C'est sur ce point que la divergence est la plus grande avec la conception de George Orwell. On ne peut douter qu'Orwell était un vrai socialiste. Dans un écrit de 1946, il s'exprimait ainsi: «Ce qu'il nous faut, c'est que la propriété de toutes les grandes industries soit formellement cédée à l'État représentant le peuple... En conséquence, la propriété d'État implique que personne ne vive sans travailler» (trad. par nous). Contrairement au marxisme, Orwell adhère pourtant à l'idée que des valeurs morales traditionnelles, particulièrement présentes dans les classes populaires, se maintiennent à travers les changements socio-économiques. C'est l'expression de «common decency» (décence commune) qui est utilisée par Orwell pour désigner cette morale spontanée dont il dit: «Dans un foyer ouvrier – je ne parle pas ici de familles de chômeurs, mais de celles qui vivent dans une relative aisance – on respire une atmosphère de chaleur, de décence vraie, de profonde humanité qu'il n'est pas si facile de retrouver ailleurs». Commentant cette attitude, le philosophe et écrivain Bruce Bégout la définit comme «un penchant naturel au bien», «une résistance à toute forme d'injustice», une opposition à «toute forme de tyrannie». L'écrivain anglais adresse de vifs reproches au petit groupe des communistes anglais souvent issus du milieu intellectuel voulant imposer des changements abstraitements pensés, qui vont contre la sensibilité et les valeurs des classes populaires.

À l'heure où les excommunications entre partisans des diverses formes de (vrai) socialisme n'ont plus lieu d'être, il n'est pas indiqué d'opposer ces deux pensées. Elles visent toutes deux l'instauration d'une société équilibrée conciliant les intérêts des individus et ceux de la société. Il faut pourtant relever l'importance de la position orwellienne qui ne réduit pas la morale et les sentiments aux luttes sociales. En se fondant sur le «cœur», qui restera le baromètre de tout progrès, on est mieux armé pour affronter la tendance totalitaire à mépriser le vécu humain en faveur de projets démesurés.

Le but du socialisme est assurément d'abord de mettre fin aux inégalités matérielles condamnant certains aux privations pour satisfaire la cupidité des riches. Mais à travers une organisation sociale plus favorable, son autre but est le développement progressif de ce qu'il y a de meilleur en l'homme des points de vue du cœur et de l'esprit (et dont Orwell prétend avec raison qu'on le trouve plus fréquemment dans les classes populaires): c'est en effet lorsque le meilleur pourra se donner libre cours que les risques diminueront largement de retomber dans la détresse sociale et la guerre. Si au départ les qualités du cœur, entre autres du fait du désordre économique, sont inégalement (voire «aristocratiquement») réparties, le socialisme devrait rendre finalement cette «aristocratie» de plus en plus ouverte. Si certaines de nos tendances viennent de notre caractère, il est aussi certain que l'amélioration du milieu social aura de grandes conséquences sur notre façon de sentir et d'agir.

Jean-Marie Meilland

Les Forel, un couple d'artistes

EXPO • Une belle exposition à Morges rend hommage à Emmeline et Alexis Forel, les fondateurs du Musée.

Le bâtiment qui abrite le Musée vaut par lui-même la visite. Construit dans la seconde moitié du 16^e siècle dans un style gothique tardif et Renaissance, il comporte notamment une superbe cour intérieure avec des galeries à colonnades «à l'italienne». En 1918, il fut racheté par Alexis Forel (1852-1922) et son épouse Emmeline (1860-1957), pour y abriter leurs collections, dont un bel ensemble de gravures du 16^e au 19^e siècle. Une partie de celles-ci est aussi visible dans l'exposition.

C'est en 1883 que le Morgien Alexis épousa sa cousine Emmeline, également née Forel. Cette dernière était peintre. Lui-même acquit une formation d'ingénieur-chimiste, qu'il délaissa rapidement pour se consacrer à la gravure sur cuivre. Tous deux s'installèrent à Paris en 1883, pour y suivre les cours de l'Académie Julian qui acceptait les femmes, ce qui était alors plutôt rare. D'ailleurs, comme artiste, Emmeline eut à souffrir de sa condition féminine. Les femmes n'étaient pas censées posséder les mêmes qualités que les mâles! Néanmoins, au sein de leur couple assez égalitaire, les Forel travaillèrent de concert. C'est ensemble qu'ils réalisèrent plus tard un livre (écrit par Alexis et illustré par Emmeline) sur la sculpture romane en France. Mais revenons à Paris en cette fin du 19^e siècle...

Une artiste peu reconnue de son vivant

Le couple avait son atelier face à l'église de Saint-Germain-des-Prés. Emmeline en a laissé une belle huile. Son style artistique a emprunté à Delacroix, avec ses ciels sanglants au crépuscule, et aussi à l'impressionnisme. Une série de ses tableaux, dans l'exposition, rendent hommage à cette femme peintre qui avait un réel talent mais qui fut peu reconnue de son vivant.

Quant à Alexis, il se voua à l'eau-forte. Ses gravures ont été fortement inspirées par Rembrandt, qui figurait dans sa collection. Il fut toute sa vie «à la recherche de la lumière». C'est



Gravure d'Alexis Forel de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Ph

même le titre qu'il donna à un ouvrage publié à titre posthume. Le Paris que le couple connut était encore un Paris sans tour Eiffel, et où subsistaient d'anciens quartiers populaires, avec leurs petites maisons bientôt vouées à la démolition. C'est ce Paris-là qu'Alexis a aimé représenter dans ses gravures. Il détestait le Paris d'Hausmann, celui des grands boulevards au froid alignement de maisons bourgeoises. Il leur préférait «les petits coins du vieux Paris, oubliés, moisissés, biscornus, par le contraste qu'ils font avec la misérable architecture de nos jours». Le Paris moderne, avec ses chalandes et ses grues à vapeur, n'est cependant pas absent de ses œuvres illustrant la Seine.

Dès 1883, le couple Forel entreprit régulièrement des voyages en Bretagne. L'accès à cette région avait été facilité par la construction des chemins de fer sous le Second Empire. Toute une partie de l'exposition est donc consacrée à la Bretagne, qu'Emmeline et Alexis ont représentée de manière un peu idéalisée, ne tenant pas compte de la misère qui y régnait. Mais on appréciera les belles vues des côtes bretonnes d'Emmeline, ainsi que les gravures d'Alexis montrant

notamment des arbres tordus par le vent. Il est frappant de constater que l'époux, sur le cuivre, et l'épouse par ses huiles, pastels ou aquarelles, voyaient souvent le même paysage de la même manière.

Une femme de tête

Emmeline était une femme de tête. En 1936, à 76 ans, elle n'hésita pas à prendre l'avion pour la première fois et entreprit avec son neveu, le psychiatre Oscar Forel (respectivement père et grand-père de nos camarades Armand et Olivier Forel), un long voyage au Maroc. En témoigne l'un de ses tableaux représentant le paysage nu et grandiose de l'Atlas. Et c'est elle qui, en 1943, donna à ce qui s'appelait alors le Musée du Vieux-Morges le nom de son défunt mari.

Voilà donc une exposition à la fois riche, belle et à certains égards émouvante, de surcroît présentée dans une scénographie réussie. Ajoutons encore qu'une brochure éclairante est mise gratuitement à la disposition des visiteuses et visiteurs. ■

Pierre Jeanneret

«Morges, Paris, Bretagne. L'aventure artistique d'Emmeline & Alexis Forel», Musée Alexis Forel, Morges, Grand-Rue 54, mercredi-dimanche 14h-18h., jusqu'au 5 juillet.

Engels et la violence

LIVRE • Michel Pigenet a dirigé la réédition d'importants textes du coauteur du Manifeste.

Si on parle encore de «révolution», il est en revanche rare d'évoquer ce qui lui est liée, dans l'histoire, à savoir la violence. Condamnée presque unanimement, elle est pourtant une des modalités concrètes des luttes sociales et politiques menées par les dominés. Les éditions du Temps des cerises ont eu l'excellente idée de rééditer une série de textes de Friedrich Engels. Figurent dans ce recueil non seulement «Le Rôle de la violence dans l'histoire» (un extrait de *l'Anti-Dühring* de 1878), mais également une série de contributions, des journées de juin 1848 au «testament» d'Engels de 1895, où est discutée la possibilité d'éviter la violence insurrectionnelle dans certaines conditions historiques.

L'ensemble mérite d'autant plus d'être lu ou relu qu'il est précédé d'une longue et suggestive introduction de l'historien Michel Pigenet, spécialiste reconnu des mouvements sociaux. Le chercheur souligne à juste titre que «l'approche historique des conceptions d'Engels sur la violence croise, comme souvent, de très actuelles interrogations citoyennes». Le rôle historique de la violence d'État, comme celle émanant des opprimés, est pensé et situé sur le temps long, permettant de mieux comprendre les apports du théoricien du «socialisme scientifique». Pigenet revient notamment sur la façon dont a émergé,

après la mort d'Engels, un État social aux apports incontestables, mais qui «participe d'ailleurs, initialement, d'une conception renouvelée du maintien de l'ordre et du souci de prévenir la solution révolutionnaire préconisée par le mouvement ouvrier».

Un des autres aspects évoqués est la place nécessairement «proportionnée» de la violence. À rebours des approches «gauchistes», auxquelles Engels était confronté, ces textes montrent combien l'usage de la violence ne saurait être prôné unilatéralement et hors de tout rapport de force, au risque de voir se développer un «volontarisme» et un «avant-gardisme» peu susceptibles d'améliorer la force du mouvement ouvrier. À la lecture de l'ensemble, on mesure combien, face aux légitimes défiances à l'égard de l'État, l'impératif stratégique demeure: la voie de l'émancipation passe par une juste évaluation de la dialectique entre les contestations populaires et la nécessaire structuration des mouvements. On appréciera la réflexion, inspirée d'Eric Hobsbawm, sur la «politique populaire» et ses implications. ■

Jean-Numa Ducange

Paru dans *L'Humanité*Friedrich Engels, présentation de Michel Pigenet, *Le Rôle de la violence dans l'histoire et autres textes*, Le Temps des cerises, 223 pages.

Les pièces labyrinthes de Florian Zeller

SPECTACLE ET FILM • Du fils suicidaire - «Le Fils» au théâtre - au père atteint de démence sénile - le film «The Father» - le dramaturge devenu cinéaste Florian Zeller est le plus joué au monde. Regards croisés sur des pièces parfois mentales.

Inspiré par les auteurs dramatiques Harold Pinter et Jon Fosse permettant au théâtre de «descendre en profondeur dans les caves de l'être», les pièces signées Florian Zeller sont empreintes d'une écriture simple sachant préserver l'énigme. Mis en scène par Elidan Arzoni, *Le Fils* se déploie autour du suicide à l'adolescence. Elle suit le parcours d'un père face à son fils atteint d'un profond mal être et ne voyant aucun intérêt à la fréquentation des personnes du même âge que lui. Et explore leurs effets collatéraux sur des proches. Le film de Zeller *The Father*, tiré de sa pièce éponyme, suit un père atteint de troubles cognitifs, sa mémoire toujours plus défaillante le rendant dépendant d'aides-soignantes dissuadées par son caractère irascible.

Mal à vivre et gouffre familial

Du *Père* au *Fils* plane une incertitude sur la réalité de certains événements. Et le fait de se dire: Est-ce que tout cela advient vraiment ou s'agit-il de la mémoire portée disparue, confuse, à la dérive d'un père malade d'Alzheimer (*Le Père*)? Les souvenirs se disloquent, tout se brouille autour de lui. Lieux et êtres aimés devenus interchangeables avec des inconnus. Pour *Le Fils*, un autre père, quarantenaire lui, voit son enfant devenir progressivement insaisissable. L'adolescent est hanté par la tentation de ne plus assumer les contraintes de son identité sociale. A l'instar de l'écrivain suisse Robert Walser, il pourrait affirmer: «L'absence est mon destin» (*Au Bureau*). Parmi les indices de la mort volontaire à venir, comportements automutilatoires, fuites et mensonges. Si la pièce est plus linéaire que d'autres, elle est marquée par un retournement final brutal. Ceci selon un scénario idéalisé



Un répit trompeur avant la tragédie. «Le Fils» mis en scène par Elidan Arzoni dans un espace quasi abstrait évoquant la chambre noire photo si révélatrice. DR

créé par un père sous le choc insurmontable du deuil impossible de son fils.

Dans *Le Fils*, Nicolas, 17 ans, a les traits de Raphaël Harari, convainquant en ado déboussolé et manipulateur, borné et apathique. Les parents sont-ils alors pris en otage par leur fils dissimulateur? Pour Charlotte Frossard, membre de Stop Suicide et journaliste, les choses dans la réalité comme dans la pièce sont loin d'être tranchées: «Je ne parlerais pas de manipulation consciente, mais plutôt d'une recherche de reconnaissance. Elle est souvent très ambivalente. L'adolescent peut avoir un comportement arrogant, se croire tout-puissant face à ses proches et refuser les limites qui lui sont imposées. Mais il ressent

aussi souvent de la colère face à des parents soudainement désidéalisés, à une insouciance perdue. Ce paradoxe peut générer angoisses de perte et d'abandon.»

Au souvenir de sa mère divorcée dépressive incarnée par une Sophie Broustal défaite et aimante, impuissante et effondrée, son fils n'est plus cet enfant riche de tous les possibles souriant sur les photos d'un autrefois idéalisé. Sur un plateau tendu de noir funèbre, épuré, la mise en scène d'Elidan Arzoni propose ainsi trois séquences proches de l'univers initiatique du conte. Ce souvenir vidéo heureux de l'enfant le dévoile en plans séquences saluant à l'orée d'une forêt, gravissant lentement un sapin et s'endormant sur les genoux maternels.

Une autre figure féminine et nouvelle compagne du père, Sofia (Arblinda Dauti à mi-corps entre désillusion, exaspération et espérance) ne se résout pas à ce sacrifice paternel pour le fils, au détriment de son enfant en bas âge et de sa vie affective délaissée.

Dépassée par les événements, sa mère reste impuissante. Et Nicolas demande à vivre chez son père. Qui s'emploie à lui redonner le goût de vivre. Cédric Dorier en donne une interprétation tendue tour à tour confiante, résiliente, poignante et en lisière d'abîme. Phobie scolaire, angoisse, ne plus parvenir à vivre, ces éléments reviennent souvent chez le fils qui va remettre en question toute la vie paternelle façon *success story*. «La souffrance peut être telle que le suicide

semble alors la seule solution pour y mettre fin. Cette distinction est fondamentale: les adolescents ne souhaitent pas réellement mourir, mais cesser de souffrir», explique Charlotte Frossard.

Troubles dans le réel

Le Père découvre Anthony vivant dans le même appartement depuis trente ans. Du charme joueur à l'agressivité, Anthony Hopkins signe ici son plus beau rôle depuis *Les Vestiges du Jour* de James Ivory. Né en 1937 comme lui, son personnage peut compter sur les visites quotidiennes de sa fille Anne (Olivia Coleman résignée). De curieux phénomènes se produisent toutefois. Il y a sa montre, qui disparaît sans arrêt, et les personnages et identités changent au gré de la démence, les lieux aussi. Immersion dans une psyché qui se délite, le film épouse dans son montage alternant pièces vides et mêmes scènes avec des personnages permutable, le désarroi d'une personne plongeant toujours plus avant dans la maladie d'Alzheimer.

Ainsi pour Anthony, la réalité, lorsqu'il se persuade d'avoir prise sur elle, est plus compliquée, comme on le découvre. A la création du rôle en 2012 pour le comédien Robert Hirsch, 87 ans alors, Florian Zeller relevait sur sa pièce: «C'est un puzzle auquel il manque toujours une pièce, sans qu'on sache quelle pièce exactement». Oscar du meilleur acteur pour Hopkins et celui du meilleur scénario. A la réalisation, Florian Zeller explique avoir «vécu cette situation où l'on se retrouve impuissant à aider une personne aimée, et admettant que l'amour ne suffit pas.» ■

Bertrand Tappolet

Le Fils. Théâtre Alchimic, Carouge. Jusqu'au 9 mai. Rens.: alchimic.ch. *The Father*, visible sur plateformes.

Une architecture à la mesure de l'homme

FILM • La cinéaste Virpi Suutari a réalisé un beau film sur le célèbre architecte et designer finlandais Alvar Aalto.

Alvar Aalto (1898-1976) fut l'un des architectes les plus renommés du 20^e siècle. Mais désireux de faire un art total, il a créé aussi mobiliers, textiles et verreries. Le documentaire, à la fois instructif et émouvant, repose sur un choix bien rythmé d'archives, d'interviews et d'images sur les réalisations du maître. Il fait une place importante à sa première épouse Aino, elle aussi architecte, qu'il épousa en 1924. Elle fut plus qu'une simple collaboratrice: une véritable compagne de vie et de travail. Elle imprima sa marque aux travaux du couple, notamment en matière d'aménagements intérieurs, de tissus et de design d'objets en verre. Avec elle, Alvar Aalto visita l'Italie, qui l'amena à vouloir créer une nouvelle conception du classicisme.

Architecture humaniste

Aalto réalisa en Finlande de nombreux édifices publics: sanatoriums, hôtels de ville, maisons de la culture, églises, et aussi des habitations privées. Il voulait que chaque édifice fût adapté à ses occupants. C'est ainsi qu'on peut parler d'une architecture humaniste. Par exemple, il a créé pour un sanatorium des fenêtres à travers lesquelles les patients couchés puissent voir l'extérieur. Pour une bibliothèque, il a conçu un éclairage zénithal fait de puits de lumière, eux-mêmes inspirés par les films expérimentaux de László Mohony-Nagy. C'est en cela qu'Aalto se distançait du Bauhaus, dont il fut pourtant assez proche (il rencontra Walter Gropius et Le Corbusier), mais dont il considérait les réalisations

architecturales comme un peu dogmatiques et froides. À l'acier et au verre, il préférait le bois, si important dans la culture scandinave. Ses bâtiments ont volontiers la forme de vagues. «aalto» signifie d'ailleurs «vague» en finnois...

En 1935, il fonda Artek pour rendre un mobilier fonctionnel et beau accessible à tous. On peut parler à ce propos d'une conception social-démocrate, au sens nordique du terme, du design. Le film montre notamment des fauteuils d'une extraordinaire élégance et modernité, qui allaient quelque peu inspirer, plus tard, les créations d'Ikea. En 1937, à l'Exposition universelle de Paris, son pavillon de la Finlande fit sensation, à côté de ceux, écrasants et d'esprit totalitaire, de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique de Staline qui, de manière prémonitoire, se faisaient face. Alvar Aalto gagna donc une célébrité internationale dès les années trente. Après l'attaque de la Finlande par l'URSS en 1939, il servit comme officier de réserve.

Marginalisation progressive

Dans l'immédiat après-guerre, sa carrière se poursuivit aux États-Unis, avant son retour définitif dans son pays. Il fut malheureusement écarté du concours pour le bâtiment de l'ONU à New-York, car la Finlande était considérée, en tant qu'alliée de l'Allemagne contre l'URSS, comme un pays ennemi et vaincu. L'année 1949 fut marquée par le décès prématuré d'Aino, des suites d'un cancer. En 1952, il épousa une jeune architecte, Melissa, qui fut pour lui une fidèle



Le Musée d'art moderne aux lignes épurées d'Aalborg au Danemark est l'œuvre d'Alvar Aalto.

Kunsten Museum of Modern Art Aalborg

collaboratrice. Les dernières années d'Alvar Aalto furent cependant assombries par son alcoolisme et le rejet du maître par la «nouvelle vague» des architectes, qui le considéraient comme trop classique et «capitaliste», parce qu'il avait dessiné quelques banques...

Le film passe assez rapidement sur deux épisodes plus discutables de sa vie: son engagement dans la guerre civile finlandaise de 1918 aux côtés des Blancs du maréchal Mannerheim, et surtout sa visite controversée, en 1943, dans

l'Allemagne hitlérienne, à l'invitation de l'architecte du régime nazi Albert Speer. Alvar Aalto restera cependant dans l'histoire comme un personnage attachant, et surtout comme un créateur de génie, dont le but n'était pas la beauté du bâtiment en soi, mais son adaptation aux besoins réels de ses occupants. C'est tout cela que montre le passionnant documentaire de Virpi Suutari. ■

Pierre Jeanneret

Virpi Suutari, *Aalto. Une Architecture des émotions*, 103 min.